



DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES



Commune de Mandelieu-la-Napoule

DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE
POUR LES SERVICES TECHNIQUES

DIRECTION DES ROUTES
ET DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

SDA Littoral-Ouest-Cannes

ARRETE DE POLICE CONJOINT N° 2024-06-15
réglementant temporairement les circulations, hors agglomération, sur la RD 2098,
entre les PR 0+560 et 1+282, et sur les voies communales adjacentes, sur
le territoire de la commune de MANDELIEU-LA-NAPOULE

*Le président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes,*

Le maire de Mandelieu-la-Napoule,

- Vu le Code général des collectivités territoriales ;
 - Vu le Code de la route ;
 - Vu le Code de la voirie routière ;
 - Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;
 - Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes, et les textes subséquents ;
 - Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 (livre I, 8^{ème} partie « signalisation temporaire ») approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié (JO du 30 janvier 1993) et modifié le 6 mai 2020 (JO du 15 mai 2020) ;
 - Vu les arrêtés en vigueur du président du Conseil départemental, donnant respectivement délégation de signature au directeur général adjoint pour les services techniques et aux responsables de la direction des routes et des infrastructures de transport ;
 - Vu l'arrêté municipal n° 173 du 27 mai 2020 portant délégations de fonctions et de signature à M. Serge Dimech, adjoint délégué à la sécurité ;
 - Vu le règlement départemental de voirie, approuvé par la délibération n° 9 du Conseil général des Alpes-Maritimes du 26 juin 2014, et son arrêté d'application du 21 juillet 2014 ;
 - Vu la demande de la société COVAGE, représentée par M. Verdon, en date du 21 mai 2024 ;
 - Vu l'autorisation de travaux n° SDA LOC-MAN-2024-5-212 en date du 21 mai 2024 ;
- Sur la proposition du chef de l'agence routière départementale Littoral-Ouest-Cannes ;

Considérant que, pour permettre l'ouverture de 2 chambres télécom avec la mise en place d'une nacelle pour le tirage aérien et souterrain ainsi que le raccordement de câbles fibre optique, il y a lieu de réglementer temporairement les circulations, hors agglomération, sur la RD 2098, entre les PR 0+560 et 1+282, et sur les voies communales adjacentes ;

ARRETEMENT

ARTICLE 1 – A compter du lundi 10 juin 2024, de la mise en place de la signalisation correspondante, jusqu'au vendredi 14 juin 2024 à 16 h 00, de jour, entre 9 h 00 et 16 h 00, les circulations, hors agglomération, sur la RD 2098, entre les PR 0+560 et 1+282, et sur les voies communales adjacentes (Boulevard du Bon Puit, La Rue Yves Brayer, et sur la voie de sortie de l'Avenue du 23 Août) pourront s'effectuer selon les modalités suivantes :

A) Véhicules

Circulation sur une voie unique par sens alterné réglé par pilotage manuel à 2 phases, en section courante de la RD, et à 3 phases, en section incluant un carrefour, sur une longueur maximale de :

- 110 m, sur la RD ;
- 10 m, sur les VC, depuis leur intersection avec la RD.

B) Piétons (dans le sens sud / nord)

Entre les PR 0+880 et 0+890 (droite), et entre les PR 1+050 et 1+060 et PR 1+130 et 1+140 (gauche) : Neutralisation alternative des trottoirs situés du côté droit et gauche sur une longueur maximale de 10 m ; pendant les périodes correspondantes, le passage occasionnel des piétons sera ponctuellement assuré sur la voie de circulation adjacente neutralisée à cet effet.

C) Cycles

Au droit de la chambre située sur le trottoir du côté droit (entre les PR 0+880 et 0+890), dans le sens sud / nord, neutralisation de la bande cyclable ; pendant les périodes correspondantes, les cycles seront renvoyés sur la voie « tous véhicules ».

D) Mesures complémentaires

* Les sorties riveraines seront gérées au cas par cas par pilotage manuel et devront se faire dans le sens de circulation de l'alternat en cours.

* La sortie du parking située du côté droit dans le sens bord de mer / centre-ville sera gérée au cas par cas par pilotage manuel et devra se faire dans le sens de circulation de l'alternat en cours.

La chaussée sera entièrement restituée à la circulation :

- chaque jour à 16 h 00, jusqu'au lendemain à 9 h 00.

ARTICLE 2 – Les mesures de police suivantes seront appliquées sur l'ensemble de la section concernée à partir du point d'application déterminé par la pose des panneaux effectuée conformément aux stipulations de l'article 3 :

- toutes les catégories de véhicules autorisées, pourront circuler ;
- dépassement interdit à tous les véhicules ;
- vitesse des véhicules limitée à 50 km/h ;

La largeur minimale de la voie, restant disponible, devra être en cohérence avec les catégories de véhicules autorisées à circuler.

ARTICLE 3 – Les signalisations correspondantes seront conformes à la réglementation en vigueur et prendront en compte les recommandations relatives à la catégorie de route concernée, de la dernière édition en vigueur du manuel du chef de chantier.

En particulier, la signalisation par pilotage manuel ne pourra être effectuée que dans de bonnes conditions de visibilité (luminosité suffisante ou éclairage spécifique).

Elles seront mises en place et entretenues par l'entreprise SETU TELECOM, chargée des travaux, sous le contrôle de l'agence routière départementale Littoral-Ouest-Cannes et des services techniques de la mairie de Mandelieu-la-Napoule, chacun en ce qui les concerne.

ARTICLE 4 – Le chef de l'agence routière départementale Littoral-Ouest-Cannes et le maire de la commune de Mandelieu-la-Napoule pourront, conjointement et à tout moment, décider une modification du régime de circulation ou suspendre le chantier, si son déroulement est susceptible de créer une perturbation excessive du trafic ; ou si les injonctions données par leurs agents aux intervenants ne sont pas suivies d'effets, pour ce qui concerne les règles de sécurité et d'exploitation de la route.

ARTICLE 5 – Poursuites encourues en cas d'infraction.

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie, conformément aux lois et textes en vigueur.

ARTICLE 6 – Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, tout recours devra être présenté devant le tribunal administratif de Nice, dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 7 – Le présent arrêté sera publié dans son intégralité sous forme électronique et mis à la disposition du public sur le site internet du département (<https://www.departement06.fr/collectivite/publication-reglementaire-des-arretes>), affiché et publié dans la commune de Mandelieu-la-Napoule; et ampliation sera adressée à :

- M. le maire de la commune de Mandelieu-la-Napoule,
- M. le directeur des routes et des infrastructures de transport,
- M. le chef de l'agence routière départementale Littoral-Ouest-Cannes,
- Mme la directrice des services techniques de la mairie de Mandelieu-la-Napoule, e-mail : c.poret@mairie-mandelieu.fr;
- M. le commandant du groupement départemental de gendarmerie des Alpes-Maritimes,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique des Alpes-Maritimes,
- M. le commandant de la compagnie républicaine de sécurité n° 6,
- Entreprises (en 2 exemplaires, dont 1 devra être remis au chef de chantier pour être présenté à toute réquisition) :
 - * SERFIM TIC / M. Guillemin – 2040, Chemin de Saint-Bernard, 06220 VALLAURIS ; e-mail : pguillemin@serfimt.com,
 - * SETU TELECOM / M. Didier – 740, Route des Négociants Sardes 06510 CARROS ; e-mail : quentin.didier@setutelecom.fr,

Chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution ; ainsi que pour information à :

- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- société COVAGE / M. Verdon – Tour TRINITY - 1 Bis, Place de la Défense, 92060 PARIS La Défense ; e-mail : eric.verdon@covage.com,
- DRIT / CIGT ; e-mail : emaurize@departement06.fr, cigt@departement06.fr, pbeneite@departement06.fr, saubert@departement06.fr et cbernard@departement06.fr.

Mandelieu-la-Napoule, le 05 JUIN 2024

Pour le maire,
L'Adjoint délégué à la sécurité,

Serge DIMECH

Nice, le

31 MAI 2024

Pour le président du Conseil départemental
et par délégation,
Le directeur des routes
et des infrastructures de transport,

Patrick CARY